

je prie le gouvernement d'accorder cette gratification qui, j'en suis sûr, relèvera le niveau de nos écoles en stimulant le zèle des instituteurs et en améliorant leur position.

"Le montant alloué aux écoles a été depuis bien des années fixé à \$160,000, moins cinq pour cent en faveur des écoles catholiques de sourds-muets et de jeunes aveugles.

"Ce montant est le même qu'il y a vingt ans. Pourtant, depuis 1874, le nombre des écoles et des élèves qui les suivent a augmenté grandement, le nombre des municipalités a aussi augmenté. Par suite la part de chaque municipalité et de chaque école a beaucoup diminué, et dans plusieurs cas il en est résulté pour le progrès de l'instruction publique un sérieux dommage.

"En conséquence, je demande que la part des écoles dans le budget soit portée à \$200,000."

Le gouvernement s'est bien moqué de cette humble demande, et le budget de 1895-96 comporte toujours le même chiffre tristement modeste.

Ainsi, on distribue des millions pour les chemins de fer et les travaux publics, et on laisse le peuple manquer de l'éducation nécessaire pour développer les millions qui sont sous ses pieds.

Le gouvernement vote un magot de deux cent mille piastres à distribuer aux plus riches fermiers pour former des cercles agricoles et autres institutions, sous prétexte d'instruire le peuple, lorsque la meilleure moitié de sa vie est passée, et on oublie d'accorder quelques mille piastres pour élever le niveau des écoles, où se forme la génération qui grandit.

Personne ne semble songer que les \$10,000 accordés pour un mille de chemin de fer, qui vont dans la poche de quelque boddler, pourraient aider d'une façon utile cinquante ou cent écoles.

L'Hon. R. Harcourt, trésorier d'Ontario, disait dans son dernier discours du budget :

"Sur six dollars que nous dépensons, il en va un à l'éducation. Pour les sommes à affecter à l'éducation, il n'y a parmi nous qu'un

sentiment commun : personne ne songerait à suggérer une réduction. Au contraire, si le gouvernement négligeait de pourvoir promptement et d'une façon convenable aux besoins pressants qui se produisent de temps à autre pour l'éducation, et qui arrivent à sa connaissance, un blâme immédiat et éclatant ne serait que trop justifié."

Quel est l'homme qui fera entendre dans notre Chambre de Québec ce cri patriotique ?

MAGISTER

LE CLERGE ET LA POLITIQUE

LA CONDUITE QU'IL DOIT TENIR

LA NEUTRALITÉ ORDONNÉE

Les dépêches des journaux quotidiens nous ont parlé vaguement d'un sermon prononcé dans la cathédrale de Dorchester par Mgr McQuaid, au sujet de certains incidents qui se sont passés dans son diocèse lors des dernières luttes électorales aux Etats-Unis.

L'archevêque Ireland est violemment attaqué dans ce sermon, dont nous avons à présent le texte complet, et nous devons dire à sa louange qu'il s'est brillamment lavé des accusations portées contre lui et qu'on lira plus loin.

L'éminent archevêque de St-Paul, à l'égard duquel nous avons toujours professé la plus respectueuse considération, était accusé d'ingérence politique et, dès le lendemain du jour où le sermon fut prononcé, une dépêche annonçait que Mgr Ireland interviewé avait refusé, par dignité, de parler par la voix de la presse des accusations de son collègue, mais Mgr McGoldrick, évêque de Duluth, qui n'avait pas les mêmes raisons de se taire, a pris fait et cause pour son métropolitain contre l'évêque de Rochester et répondu au reporter en termes non équivoques. Il a accompagné Mgr Ireland à New-York, et il affirme que ce voyage avait pour but unique des affaires ecclésiastiques et nullement des affaires politiques. Il admet, cependant, que pendant son séjour à New-York, l'archevêque de Saint-Paul a fait une communication aux journaux pour défendre le